



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE VAUCLUSE

Direction départementale
de la protection des populations
Service prévention des risques et production
Affaire suivie par : Isabelle ABBATE
Téléphone : 04 88 17 88 81
Télécopie : 04 88 17 88 99
Courriel : isabelle.abbate@vaucluse.gouv.fr

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

n° 2013161-0048 du 10 JUIN 2013

mettant en demeure la société ROUSSELOT, située chemin du
Moulin Premier 84800 L'ISLE SUR LA SORGUE, de
respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral
n° SI 2009-04-0010-PREF du 22 avril 2009

LE PRÉFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le code de l'environnement, notamment le titre 1er du livre V, son article L.511-1 ;

VU le code de l'environnement et notamment son article L.514-1 ;

VU le décret n° NOR. INTA1230678D du 1er août 2012 publié au Journal officiel de la République française le 3 août 2012 portant nomination de M. Yannick BLANC, en qualité de préfet de Vaucluse ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 février 1996 autorisant la société SBI à exploiter l'ensemble des activités de l'établissement spécialisé dans la fabrication de gélatine ;

VU l'arrêté préfectoral n° SI2009-04-22-0010-PREF du 22 avril 2009 autorisant la société ROUSSELOT à poursuivre l'exploitation d'une usine de fabrication de gélatine sur le territoire de la commune de L'ISLE SUR LA SORGUE ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2013137-0008 du 17 mai 2013 donnant délégation de signature à Mme Martine CLAVEL, secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse

VU les inspections réalisées les 21 septembre 2011 et le 1^{er} février 2013 ;

VU les engagements de l'industriel notamment à la suite de l'inspection du 1^{er} février 2013 par lequel il s'engage à traiter un second quart de la toiture de cet entrepôt ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 14 mai 2013 ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection du 21 septembre 2011, il avait été constaté que toutes les mesures n'étaient pas prises pour prévenir les inconvénients visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement en particulier l'absence de châssis de désenfumage sur la toiture de l'entrepôt autorisé par l'arrêté préfectoral du 22 avril 2009 ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection du 1^{er} février 2013, il a été constaté que 25% de la toiture de l'entrepôt a fait l'objet d'une mise en conformité concernant la mise en place des châssis de désenfumage ;

CONSIDÉRANT que la société ne respecte pas totalement l'article 8.2.3 de l'arrêté préfectoral du 22 avril 2009 qui prévoit que la toiture comporte, au moins sur deux pour cent de sa surface, des éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées.

CONSIDÉRANT qu'il convient que l'exploitant procède à la mise en conformité de cet entrepôt pour ce qui concerne les châssis de désenfumage ;

CONSIDÉRANT que les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ne sont donc pas garantis,

Sur proposition de Madame la directrice départementale de la protection des populations de Vaucluse,

AR R E T E

ARTICLE 1

La société ROUSSELOT dont le siège social est situé chemin du Moulin Premier BP. 23 - 84890 L'ISLE SUR LA SORGUE, est tenue de respecter les prescriptions fixées à l'article 2 dans les délais mentionnés à l'article 3.

ARTICLE 2

La toiture de l'entrepôt doit être équipée, de châssis de désenfumage conformes aux dispositions de l'article 8.2.3 de l'arrêté préfectoral du 22 avril 2009 qui stipule :

« La toiture comporte au moins sur 2 % de sa surface des éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées. Sont obligatoirement intégrés dans ces éléments, des exutoires de fumée et de chaleur à commande automatique et manuelle dont la surface est calculée en fonction, d'une part de la nature des produits, matières ou substances entreposés, d'autre part des dimensions de l'entrepôt ».

ARTICLE 3

Les travaux doivent être réalisés selon l'échéancier suivant :

3.1 pour la fin de l'année 2013 : 50 % de la toiture sera traitée afin d'obtenir au moins sur 2 % de cette surface, des châssis de désenfumage.

3.2 pour la fin de l'année 2014 : 75 % de la toiture sera traitée afin d'obtenir au moins sur 2 % de cette surface, des châssis de désenfumage.

3.3 pour la fin de l'année 2015 : 100% de la toiture de cet entrepôt répondra aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 22 avril 2009.

ARTICLE 4

Faute de se conformer aux dispositions du présent arrêté et indépendamment des poursuites pénales encourues, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du Code de l'Environnement (consignation de fonds, travaux d'office, suspension du fonctionnement de l'installation).

ARTICLE 5

La Secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse, la Directrice départementale de la protection des populations, le Maire de l'Isle-sur-la-Sorgue, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le Colonel commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Avignon, le 10 JUIN 2013

Pour le préfet,
La secrétaire générale,



Marlène CLAVEL

ANNEXE I

Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nîmes dans le ressort duquel se trouve l'établissement ou l'exploitation dont l'activité est à l'origine du litige, dans un délai de deux mois par l'exploitant à compter de sa notification conformément à l'article R. 421-5 du code de justice administrative et dans un délai de un an par les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de la décision, ce délai pouvant être prolongé de six mois à partir de la mise en activité si celle-ci n'a pas eu lieu dans les six mois de la publication ou de l'affichage en application des articles L. 514-6 et R. 514-3-1 du code de l'environnement."

Article L514-6

I. - Les décisions prises en application des articles L. 512-1, L. 512-3, L. 512-7-3 à L. 512-7-5, L. 512-8, L. 512-12, L. 512-13, L. 512-20, L. 513-1 à L. 514-2, L. 514-4, du I de l'article L. 515-13 et de l'article L. 516-1 sont soumises à un contentieux de pleine juridiction.

Un décret en Conseil d'Etat précise les délais dans lesquels ces décisions peuvent être déférées à la juridiction administrative.

II. - supprimé

III. — Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

IV. Le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L. 111-1-5 du code de l'urbanisme.

Article R. 514-3-1.

Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.